



LE LIQUIDE EST **MORT**, LONGUE **VIE** AU LIQUIDE

Les paiements virtuels remplacent rapidement le liquide, mais pas totalement ni partout

Alan Wheatley

L'argent liquide se fait rare dans un nombre croissant d'agences bancaires scandinaves. L'Inde a récemment retiré de la circulation 86 % de ses billets de banque. La Corée du Sud prévoit de cesser la fabrication de pièces de monnaie d'ici à 2020. Les paiements en ligne explosent, et la marche vers une société sans numéraire semble inéluctable.

Les jeunes, en particulier, mais aussi les plus aisés et les plus instruits, sont de plus en plus à l'aise avec les paiements par carte ou par téléphone mobile. Aux Pays-Bas, par exemple, le nombre de règlements par carte a dépassé pour la première fois les opérations en liquide en 2015 (NFPS, 2016).

Prudence, toutefois. Dans d'autres pays avancés, comme l'Allemagne, l'Autriche, le Japon, Singapour ou la Suisse, l'argent

liquide règne toujours en maître et ne montre aucun signe de faiblesse. Dans le monde, peut-être 85 % des règlements sont encore faits en espèces.

«Aussi attirante qu'elle puisse paraître, la société sans numéraire est certainement tout aussi hors d'atteinte que le bureau électronique tant vanté», estime Yves Mersch, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE).

Il n'y a aucune raison tangible que l'argent liquide persiste si des moyens de paiement plus efficaces se développent. Après tout, le coquillage appelé «porcelaine» fut lui aussi un moyen de paiement bien utile autrefois, et les billets de banque n'ont été adoptés que lorsque les planches à imprimer sont devenues suffisamment répandues et fiables.

«Nous pouvons dire aujourd'hui des technologies de communication modernes la même chose que des planches à billets au XVII^e siècle. L'accès à Internet est largement répandu, et ordinateurs, téléphones connectés et tablettes sont des objets usuels. Les conditions sont donc réunies pour lancer davantage de modes de

paiement électroniques», explique Cecilia Skingsley, Vice-gouverneur de la Riksbank suédoise.

La Suède est une pionnière des paiements sans numéraire : l'argent liquide n'y est plus utilisé que pour 15 % des règlements au point de vente. Comme la distribution d'espèces coûte cher dans un pays où la population est clairsemée, moins de la moitié des banques suédoises manipulent encore pièces et billets. Cas unique, les espèces en circulation ont reculé de presque 15 % entre 2007 et 2015. Même les vendeurs de la revue des sans-abri de Stockholm acceptent les paiements par mobile.

Effets de réseau

Pour que les particuliers adoptent la dématérialisation des paiements, il faut des économies d'échelle et des effets de réseau. En Suède, où la technologie est très appréciée, clients et commerçants ont renoncé allègrement aux espèces, une tendance renforcée par la longue tradition de coopération entre les grandes banques du pays, qui exploitent conjointement les infrastructures de paiement nationales. C'est ainsi qu'un nouveau service de paiement en temps réel a pu toucher immédiatement la majorité de la population.

«Cependant, dans de plus grands pays comme l'Allemagne ou les États-Unis, les acteurs importants sont si nombreux qu'il est difficile de retrouver cette atmosphère de coopération», explique à *F&D* Björn Segendorf, du service de stabilité financière de la Riksbank.

Plus une plate-forme donnée est utilisée, plus elle attire de nouveaux utilisateurs — pensons à Facebook. Le service de paiement mobile M-Pesa a décollé au Kenya parce qu'il existait un opérateur de téléphonie mobile dominant, Safaricom, dans un pays où peu de gens avaient accès à une banque : le marché était déjà grand ouvert.

«M-Pesa est un bon exemple d'encouragement au renoncement aux espèces du fait d'externalités de réseau», précise à *F&D* Kim Huynh, de la Banque du Canada. «Au Canada, c'est la même chose pour les cartes de crédit sans contact», dont l'utilisation a triplé entre 2009 et 2013 (Fung, Huynh et Stuber, 2015). Les cartes et appareils sans contact contiennent une antenne par laquelle transitent des informations dans les deux sens lorsqu'on les rapproche ou qu'on les pose sur un terminal spécial.

La Chine a largement sauté l'étape des cartes, pour passer directement des espèces au mobile. En 2015, le nombre d'utilisateurs de paiements mobiles a bondi de 64,5 %, et presque 60 % des 710 millions

d'internautes du pays réglaient avec des dispositifs mobiles à la fin de cette même année.

L'Inde aussi, critiquée pour avoir mal organisé la démonétisation des coupures de 100 et de 500 roupies, une mesure radicale destinée à lutter contre les flux financiers illicites, jette les bases d'un réseau de paiement numérique en recensant les données biométriques grâce auxquelles ses citoyens pourront ouvrir des comptes bancaires subventionnés.

Moins de criminalité, plus de recettes fiscales

L'Inde n'est pas la seule à vouloir augmenter les recettes fiscales tout en faisant reculer la criminalité et la corruption en décourageant l'usage du numéraire. Plusieurs pays européens ont plafonné les montants payables en liquide, et la BCE prévoit de ne plus imprimer ses plus grosses coupures, celles de 500 euros, en 2018.

Peter Sands, ancien directeur général de Standard Chartered Bank, reproche à la BCE de ne pas agir plus rapidement pour stopper l'émission des billets de 500 euros et encourager l'élimination des coupures en circulation, avant d'ajouter toutefois : «L'élément positif est le fait qu'il soit aujourd'hui bien plus largement admis que les espèces, et surtout les grosses coupures, contribuent grandement à favoriser les activités illégales.»

Sands estime que le Groupe des vingt pays avancés et émergents (G-20) devrait décider officiellement le retrait rapide de tous les billets des monnaies fortes d'une valeur supérieure à 50 dollars, par exemple, parce que ce sont ceux qui dominent les flux financiers illicites dans les pays pauvres. Plus de 60 % des billets de 100 dollars, la plus grosse coupure du billet vert, circulent hors des États-Unis. «Se débarrasser de ces billets serait un des meilleurs moyens pour les pays avancés de réduire la corruption et d'augmenter les recettes fiscales dans le monde en développement», explique-t-il à *F&D*.

L'ancien secrétaire américain au Trésor américain Lawrence Summers et l'ancien économiste en chef du FMI Kenneth Rogoff proposent également un retrait progressif des grosses coupures. La bataille sera rude. La Suisse ne prévoit ainsi aucunement le retrait de ses billets de 1.000 francs, parmi les plus grosses coupures du monde (voir «Des montagnes de billets» dans *F&D* de décembre 2016).

Outre qu'elle freinerait l'informalité, la dématérialisation des transactions serait source d'économies : le traitement des paiements par carte (sauf les plus petits montants) coûte moins cher que la manipulation

d'espèces. La Corée du Sud veut supprimer les pièces, dont la valeur est inférieure à leur coût de fabrication. À Singapour, où 60 % des règlements des particuliers ont lieu en espèces et où 30 % des paiements des entreprises se font par chèque, la dématérialisation permettrait d'économiser 0,5 % du PIB, d'après une étude de l'Autorité monétaire du pays.

Certes, les banques centrales devraient renoncer aux revenus du seigneurage, la contrepartie financière de l'émission de monnaie, mais les sommes en jeu sont généralement faibles. Dans tous les cas, écrit Sands dans un article pour la Harvard Kennedy School, «fournir des grosses coupures aux criminels parce que cela rapporte de l'argent semble indéfendable».

Selon Rogoff, éliminer les gros billets pourrait également servir la politique monétaire : en période de déflation, les banques centrales auraient alors plus de latitude pour imposer des taux d'intérêt négatifs, puisque la menace d'une ruée vers les banques pour récupérer les dépôts en numéraire aurait ainsi disparu.

Avec le recul du numéraire, la mission qui consiste à garantir la sécurité et l'efficacité du système de paiement n'est plus la même. Les autorités doivent moins se préoccuper de fausse monnaie et de braquages de banques, et davantage de cybercriminalité.

L'un de leurs défis les plus ardues sera d'ouvrir au maximum l'accès aux services financiers numériques. Dans un monde où 2 milliards de personnes n'ont pas de compte en banque, ce qui freine la croissance et creuse la pauvreté, l'inclusion financière devient une priorité politique.

Dans les pays avancés, également, les personnes sans Internet ont plus de mal non seulement à accéder aux réseaux de paiement en ligne, mais aussi à des services de toutes sortes. «Il s'agit davantage d'exclusion numérique», explique Segendorf, de la Riksbank. «Ces personnes sont exclues de larges pans de la société.»

Les arguments du liquide

La tendance à la dématérialisation est peut-être inéluctable, mais Sands, entre autres, n'est pas en faveur d'une suppression rapide de toutes les espèces, en particulier dans les pays en développement : «Les moyens de paiement liquides de faible valeur sont extrêmement souples et robustes : il ne vous faut ni électricité, ni wifi, ni réseau mobile pour qu'ils fonctionnent. Et vous n'avez pas non plus besoin de savoir lire».

Les espèces sont également fermement ancrées dans les pays avancés, où elles représentent plus de

la moitié des transactions en volume dans six des sept pays étudiés de manière coordonnée par les banques centrales — en Allemagne et en Autriche, cette proportion atteignait 82 % (Bagnall *et al.*, 2016). Dans tous les pays étudiés, le recours aux espèces recule parallèlement à la hausse de l'instruction et des revenus. Pourquoi? Entre autres raisons, regarder ce qu'il reste dans le porte-monnaie est un moyen simple de surveiller ses finances quand on a un petit budget.

Nombre de raisons ont été avancées pour expliquer pourquoi l'Allemagne, par exemple, reste accrochée à l'argent liquide : c'est peut-être l'aversion pour la dette (et donc pour les cartes de crédit), ou encore le souvenir populaire de l'hyperinflation. Les chercheurs doutent de cette dernière théorie (Bagnall *et al.*, 2016), mais, point important, ils constatent que les consommateurs de tous les pays ne sont pas complètement rationnels dans leur choix de modes de paiement.

«Prendre une décision est un processus plus émotionnel que cognitif», estiment Frank van der Horst et Ester Matthijsen, de la Banque nationale des Pays-Bas, qui constatent que «au final, payer en liquide déclenche davantage d'émotions positives que payer par carte» (Deutsche Bundesbank, 2014). Voyons les choses ainsi : n'est-ce pas plus satisfaisant d'offrir à un enfant un beau billet tout neuf que de lui signer un chèque?

Que le désir de s'accrocher aux espèces soit subliminal ou atavique, on ne peut l'ignorer, en tout cas, indique Dario Negueruela, de la Banque d'Espagne : «l'argent liquide a certaines caractéristiques spéciales qui le relient aux sensations et aux sentiments humains profonds et primitifs» (Deutsche Bundesbank, 2014).

Pour certains, les espèces sont un symbole palpable de richesse et de statut social; pour d'autres, une défense contre les ingérences d'un État orwellien soucieux de mettre fin à l'anonymat en obligeant le consommateur à laisser une trace électronique de ses paiements.

Michael Tomlinson, avocat londonien de 68 ans, n'hésite pas à utiliser son téléphone pour effectuer des paiements mobiles ... mais il retire aussi au distributeur plus de 1.000 livres par mois pour les pourboires au restaurant et en cas d'urgence, c'est-à-dire le piratage de ses cartes de crédit — ce qui a déjà eu lieu.

Tomlinson n'imagine pas de se passer totalement de l'argent liquide : «Plus j'ai de possibilités en tant que consommateur, plus je suis content. Je ne vois pas pourquoi je me conformerais à la volonté des banques».

Ou, pour citer Dostoïevski, «l'argent, c'est la liberté monnayée».

Que nous réserve l'avenir?

L'innovation va multiplier les occasions de se passer des espèces. Le futurologue Ian Pearson, qui dirige le cabinet de conseil britannique Futurizon, pense que des «bijoux de sécurité», tels que des chevalières électroniques, vont arriver sur le marché pour authentifier les paiements. Il deviendra également possible d'effectuer un virement par reconnaissance des empreintes digitales, voire sur une simple poignée de main, annonce Pearson dans une étude à l'intention du groupement britannique Payments Council. Il estime toutefois que, plutôt que d'éradiquer l'argent liquide, la technologie va plutôt prolonger sa durée de vie, car les individus tiendront avant tout à préserver leur vie privée. «Nous utiliserons sans doute encore des espèces pour les petits achats de tous les jours même en 2040», explique Pearson à *F&D*.

Nouvelles formes de paiement

Parmi les sujets qui préoccupent les banquiers centraux aux prises avec les nouvelles formes de paiement figure l'essor rapide de la technologie des chaînes de blocs, ou «blockchain», qui sous-tend la monnaie virtuelle «bitcoin» (voir «La chaîne de confiance» dans *F&D* de juin 2016).

En décembre, la Banque populaire de Chine aurait apparemment testé avec succès un système de transaction et de règlement d'acceptations bancaires avec une crypto-monnaie mise au point en interne et fonctionnant par chaîne de blocs.

Plusieurs autres banques centrales, y compris la Riksbank, étudient également l'avantage d'émettre leur propre monnaie électronique, et les implications politiques d'une telle décision. Par exemple, une demande publique imprévisible pour la couronne virtuelle pourrait en théorie compliquer la réalisation d'opérations d'ajustement sur le marché monétaire et de pilotage de la masse monétaire, prévient Skingsley, Vice-gouverneur de la banque (Skingsley, 2016).

La technologie «blockchain» peut non seulement faire éclore des monnaies concurrentes, mais aussi permettre le remplacement des systèmes de paiement centralisés existants par des réseaux de pair à pair. Un registre mis à jour en permanence garderait une trace de toutes les transactions et serait communiqué à tous les participants. En évitant de devoir passer par le système de paiement central de la banque centrale, le règlement pourrait s'avérer plus rapide et moins cher.

Jon Nicolaisen, Vice-gouverneur de la banque centrale norvégienne, estime que la société tirerait de grands bénéfices d'une infrastructure financière décentralisée. Cette perspective pose toutefois des questions fondamentales quant à ses effets sur le financement et le crédit bancaires.

Carolyn Wilkins, Première sous-gouverneure de la Banque du Canada, ajoute que la technologie des registres distribués



pourrait mener les instances de réglementation en territoire inconnu sur les questions de droit et de gouvernance. Les nouvelles applications techno-financières pourraient également avoir des implications pour la stabilité financière si certains prestataires de paiement deviennent «trop gros pour faire faillite», souligne Wilkins.

Les banquiers centraux ne peuvent se référer à aucun précédent pour répondre à toutes ces questions, mais le temps est avec eux, puisqu'ils s'attendent à ce que les billets restent utilisables dans un avenir proche. Rogoff, dans son livre *The Curse of Cash*, préconise de passer à une société avec «moins de liquide», mais qui n'en serait pas totalement dépourvue. En tout cas, ceux qui feront fonctionner les nouvelles technologies de paiement devront gagner la confiance du public; dans le cas des banques, cette confiance a été sérieusement entamée par la crise financière.

Segendorf, de la Riksbank, déclare qu'à titre personnel il imagine très bien la Suède se passer totalement d'espèces un jour. Mais les chercheurs de la banque centrale qui ont étudié les modes de paiement des pays avancés rendent sans doute mieux compte du consensus actuel, en concluant : «il a été exagéré d'annoncer la mort de l'argent liquide» (Deutsche Bundesbank, 2014). **FD**

ALAN WHEATLEY est auteur et directeur de publication d'ouvrages économiques. Il a travaillé avec Reuters. Il dirigé la publication et participé à la rédaction de l'ouvrage *The Power of Currencies*.

Bibliographie :

Bagnall, John, and others. 2016. "Consumer Cash Usage: A Cross-Country Comparison with Payment Diary Survey Data." *International Journal of Central Banking* (December).

Deutsche Bundesbank. 2014. "The Usage, Costs, and Benefits of Cash—Revisited." *International Cash Conference Report*.

Fung, Ben, Kim P. Huynh, and Gerald Stuber. 2015. "The Use of Cash in Canada." *Bank of Canada Review* (Spring).

National Forum on the Payment System (NFPS). 2016. *2015 Annual Report*. Amsterdam: De Nederlandsche Bank.

Skingsley, Cecilia. 2016. "Should the Riksbank Issue ekröna?" Speech at Fintech Stockholm, November 16.